



# COMBAT OUVRIER

Pour la construction  
d'un parti ouvrier  
révolutionnaire en  
Martinique et en  
Guadeloupe.  
Pour l'émancipation  
des peuples de  
Martinique et de  
Guadeloupe.  
Pour la reconstruc-  
tion de la IV<sup>ème</sup>  
Internationale.

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Samedi 7 mars 1981

N° 107

PRIX : Antilles 2 F  
France 3 F

## Editorial

### CARNAVAL CONTINUE... JUSQU'AU 2<sup>e</sup> TOUR DES PRÉSIDENTIELLES !

Des dizaines de milliers de gens dans les rues, tambours, masques, défilés, danses... c'était le carnaval 1981.

On s'est amusé, on s'est « défoulé » et on a beaucoup marché !

Lundi dans la nuit, à plus de minuit des groupes de jeunes déguisés déambulaient en tapant avec beaucoup de conviction sur leurs tambours de plastique.

Mardi ce fut le raz-de-marée. Un véritable déferlement populaire sur les quartiers du centre-ville à Pointe-à-Pitre comme à Fort-de-France. L'affaire avait été sérieusement préparée par des groupes de quartiers des villes et des communes. Un beau succès en vérité !

A la télévision, speakers et speakrines de FR 3 Guadeloupe et de FR 3 Martinique s'étaient eux aussi déguisés. Du reste pendant quelques jours le programme s'était mis au diapason du carnaval.

Ainsi nous avons eu droit à des prestations de nos clowns politiques préférés. D'abord Dijoud !

Il est venu, il y a quelques jours, avant le Mardi-Gras, pour vérifier le comportement de son groupe. Les Bernier, Saman, Elizé et autres sont fins prêts pour le carnaval électoral.

Chirac nous a offert un avant-goût de ce prochain carnaval. Mais le clou ce fut quand même le clown principal. Gugas-Giscard nous a enfin délivré de nos inquiétudes : il sera sur scène pendant la campagne présidentielle. Le carnaval pourra continuer... Coluche ne sera pas seul.

Mercredi donc... Vaval sera enterré. Mais il renaîtra de ses Cendres... pendant la durée de la campagne électorale des présidentielles. Vaval est triste car il sera rudement concurrencé par les nouveaux venus ou les vieux comédiens qui ont nom Chirac, Mitterrand, Marchais ou Giscard.

En tout cas nous, militants de « Combat-Ouvrier » nous vous invitons pour les jours du premier et du deuxième tour à ne pas perdre votre temps dans les isolements. Ce jour-là nous vous convions à organiser deux Grands Vidés sur les plages et dans tous les lieux d'excursion de la Martinique et de la Guadeloupe, et dans tous les quartiers des villes et des communes.

Carnaval n'est pas fini !  
Rendez-vous pour les Grands Vidés du 26 avril et du 10 mai 1981. Mais si les clowns qui passent à la télé vous invitent à venir voter pour eux, riez, mais riez à gorge déployée, bouche fendue jusqu'aux oreilles... et rendez-vous sur les plages, à la campagne et à la montagne. Si jamais en cette période il y a pénurie de papier hygiénique dans les magasins vous pourrez toujours emporter avec vous bulletins et profession de foi... Des fois qu'on pourrait en avoir besoin... !

## L'ENLÈVEMENT DE MARIE CHRISTINE LE DU : NOUVEL ATTENTAT CONTRE LES PRIVILEGES DES BLANCS.

Enlevée de chez elle par plusieurs inconnus, liée, emballée dans une boîte, Marie-Christine Le Du, journaliste française de FR 3 a été ensuite déposée dans un chantier aux alentours de Pointe-à-Pitre. Elle a pu paraître-il défaire ses liens et se sauver.

FR 3 a voulu étouffer l'affaire, mais elle a transpiré, et finalement l'explication du silence fut de ne pas vouloir gêner l'enquête. Mais on sait que les journalistes des trois radios existantes subissent des pressions pour ne pas diffuser trop de nouvelles rapportant des attentats ou des luttes en cours en Guadeloupe ou Martinique.

L'enlèvement de Marie-Christine Le Du peut rentrer dans la série d'attentats et d'actes hostiles dirigés contre les représentants de l'administration coloniale ou contre ceux qui font partie du milieu blanc privilégié.

Les journalistes de FR 3 s'étonnent « Marie-Christine Le Du n'a pas reçu de lettres de menaces » ! Elle est donc innocente et n'aurait donc pas d'ennemis ! Mais justement c'est bien là le problème. Aucun blanc responsable d'une administration, possesseur de boutiques ou d'hôtels ou de n'importe quel autre commerce ne se connaît pas d'ennemis directs dans la population.

Mais alors il faut s'interroger : Pourquoi y a-t-il des actes d'hostilité contre eux, pourquoi l'attentat contre la maison d'un gardien de SOCOVI à Jarry ? Et contre Gugenheim, le patron des patrons de Guadeloupe et contre les boutiques tenues par des blancs à Pointe-à-Pitre, et contre l'ANPE où ce sont encore des blancs qui décident... on pourrait rallonger la liste.

Après l'attentat contre l'ANPE, le directeur a déclaré que « c'était sûrement l'œuvre » d'un chômeur éconduit ». Cela fait beaucoup de suspects possibles. Alors le directeur de l'ANPE n'a pas d'ennemis directs, il n'a peut-être pas reçu lui non plus de lettres de menaces, mais le fait est que beaucoup de jeunes noirs peuvent avoir eu le désir de montrer la profondeur de leur mécontentement. Combien de fois n'a-t-on pas entendu cette affirmation violente dans la bouche des jeunes concernant l'ANPE : « Faut brûler ça » !

Pour Marie-Christine Le Du dont beaucoup de gens vantent la gentillesse, la bonne qualité de son travail, etc... à première vue on ne voit pas ce qui a pu provoquer de l'hostilité contre elle. Mais on peut mieux comprendre si on sait que MC Le Du est blanche et en tant que telle elle a eu la possibilité de devenir journaliste attirée de FR 3 au détriment d'autres candidats noirs. Quand on sait le climat racial existant à FR 3, il n'y aurait rien d'étonnant que le mécontentement contre les journalistes blancs de FR 3 ait servi de motivation à cet enlèvement.

Nous ne croyons pas que les attentats individuels soient la voie la plus efficace pour la libération des opprimés. Mais nous comprenons parfaitement que des gens en aient suffisamment assez de certaines insultes, de certains actes des blancs qui constituent de véritables provocations racistes.

Quand un M. Chaudet licencie une enseignante parce qu'elle a refusé de céder son poste à un Blanc, quand trois syndicalistes solidaires d'elle sont sanctionnés, on comprend que certains aient eu envie de brûler la voiture d'une blanche membre de l'administration rectorale et intime de Chaudet.

Que des chômeurs refusant de partir travailler en France s'attaquent à des vitrines de magasins appartenant à des Blancs, que des pneus de voitures appartenant aux Blancs soient crevés, que des lieux où vivent les Blancs connaissent des troubles cela n'a rien de surprenant ou d'inattendu.

Si les Noirs pauvres en ont assez de la situation qui les maintient en état d'infériorité par rapport aux Blancs tous ces troubles ne peuvent que continuer. La colère ne peut que grandir en même temps que devient plus visible la mainmise blanche sur les Antilles. Le pouvoir, de façon tout à fait irresponsable, refuse de tenir compte de la situation réelle. Et par son attitude il encourage l'installation et le développement de la communauté blanche aux Antilles. Et en particulier en Guadeloupe, cette installation s'étend effectivement.

Cela ne peut que provoquer de nouveaux actes d'hostilité de la part des Noirs qui ne pourront pas accepter de voir que les Blancs bénéficient de toutes sortes d'avantages pendant que l'on ne cesse de répéter aux Noirs d'aller ailleurs travailler ou se faire mettre sur des listes de chômeurs.

Beaucoup d'Antillais s'élèvent contre cette évolution. Le gouvernement portera la responsabilité des violences et des actes d'hostilité qui ne peuvent que croître contre les blancs.

Pour notre part quelle que soit la forme de cette violence nous sommes dans le camp des Noirs pauvres qui luttent. Nous ne prôtons pas l'attentat individuel, mais toute violence venant de la population elle-même ne peut que trouver le soutien de ceux qui refusent la domination du pouvoir blanc.

## LE GRAND CIRQUE



Pour soutenir le carnaval électoral qui se prépare, le cirque local se met de la partie. Ainsi Viviès, qui vient d'affirmer de façon tonitruante son

soutien à Giscard. Malgré toute sa ménagerie, Jean Richard n'a qu'à bien se tenir...

## UN MORT, PLUSIEURS BLESSÉS : DOMINIQUE : UNE SITUATION EXPLOSIVE

VOIR EN PAGE 4

# GUADELOUPE : LES PERSONNELS D'ÉDUCATION ONT LES MOYENS DE FAIRE « RAVALER » SES SANCTIONS À CHAUDET

C'est le 25 février dernier que s'est réuni à Fort-de-France le conseil de discipline qui devait juger les trois enseignants d'Anse-Bertrand suspendus pour avoir soutenu G. William, l'enseignante radiée par le Recteur Chaudet.

A l'issue de ce conseil de discipline, des sanctions très sévères ont été infligées : un blâme a été attribué à l'une des enseignantes, et les deux autres ont été abaissés d'un échelon, ce qui veut dire que leur traitement diminue d'autant.

Voilà donc les peines très lourdes que le Recteur Chaudet, par conseil de discipline interposé, n'a pas hésité à infliger à des enseignants qui ont tout simplement accompli un devoir élémentaire : soutenir un collègue frappé et manifester concrètement sa solidarité à son égard.

Ce précédent constitue un fait très grave. C'est le signe que, en haut lieu, le Recteur Chaudet a reçu mandat pour s'en prendre ouvertement aux organisations syndicales et aux personnels de l'éducation. Par ce verdict le Recteur prévient : il ne tolérera pas qu'aucune de ses décisions soit le moins du

monde contestée. Les personnels de l'éducation de Guadeloupe, Martinique et Guyane devront en bons colonisés obéir au doigt et à l'œil au grand chef blanc qu'est le Recteur Chaudet et gare à tous ceux qui essaieront de se mettre en travers de sa route.

Ce comportement n'est plus seulement de l'autoritarisme forcené. En dépit de son langage douxceux et de son ton mielleux sur les ondes, le Recteur Chaudet met en place tout un arsenal répressif qu'il utilisera de plus en plus au fur et à mesure que la situation économique et politique l'exigera. Et dans les dernières colonies que sont la Guadeloupe la Martinique et la Guyane, cet arsenal répressif se double d'un racisme officiel.

A moins d'un changement de régime politique dans un sens plus à droite, plus autoritaire, il y a fort à parier qu'aucun recteur ne prendrait de telles sanctions en France, même contre des enseignants ayant accompli leur mission syndicale.

Il est aussi vrai que les colonies ont été souvent pour ceux qui dirigent l'appareil d'état capitaliste des bancs d'essai d'une nouvelle politique plus à droite, plus autori-

taire.

Les personnels de l'éducation ne doivent et ne peuvent accepter passivement un tel acte d'autoritarisme et de racisme. Il leur est indispensable d'obtenir que ces sanctions soient levées, sous peine d'être à la merci de l'administration et du Recteur Chaudet.

Mais c'est là également une affaire qui concerne tous les travailleurs, ceux du secteur public comme ceux du secteur privé. Car en réalité, Chaudet montre la voie aux patrons, qui en l'absence de toute réaction ne manqueront pas de l'imiter et de mettre en place un dispositif de licenciement contre tous les travailleurs qui oseront lever la tête et dire non.

C'est tout de suite qu'il faut organiser la riposte contre l'administration dans la mise en place de cette politique répressive.

Certes il appartient aux personnels de l'éducation, enseignants et non enseignants, de prendre l'initiative d'une telle riposte. Mais il y va de l'intérêt de tous les travailleurs qu'ils y prennent toute leur part.

Jean IGNACE

## DÉCLARATION DE BRUNO TREIL

Secrétaire adjoint de la F.E.N., Section de la Guadeloupe, membre de la Tendance « Lutte de classe » de la F.E.N.

Secrétaire adjoint de la F.E.N. section de la Guadeloupe et membre de la Tendance « Lutte de Classe », je condamne énergiquement les prises de position du S.N.E.S. contre William et contre les syndicats qui l'appuient.

Le rôle d'un syndicat n'est pas de décourager ceux qui luttent ni de couvrir les méfaits de l'administration contre les enseignants.

Pour ma part j'affirme publiquement et fermement ma solidarité avec William et avec les syndicalistes du SGEF frappés par le colonialisme. Leur lutte est juste et réclame le soutien de tous les anti-colonialistes et de tous les enseignants qui font passer le souci de leur dignité avant tout.

Il faut faire reculer ce Recteur va-t-en-guerre et obtenir la réintégration de William, la levée des sanctions contre les trois enseignants suspendus du S.G.E.G.

B. Treil

Pointe-à-Pitre le 5 mars 1981

# SALVADOR : CONTRE LA GUERRILLA JUSQU'OU PEUT ALLER L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN



Depuis l'offensive des guerilleros en janvier dernier, la guerre civile est maintenant installée dans tout le pays.

D'un côté les guerilleros du « Front Farabundo Martí de Libération Nationale », de l'autre les forces militaires fidèles à la junte au pouvoir depuis la mi-octobre 1979.

Il faut rappeler que, comme la plupart des pays d'Amérique latine, le Salvador est sous la coupe d'une dictature féroce. C'est par un coup d'état en octobre 1979 que les colonels Adolfo Armando Majano et Jaime Abdul Gutierrez ont pris le pouvoir après avoir renversé le général Carlos Humberto Romero. Ils installèrent alors un gouvernement composé de civils et de militaires.

Le mécontentement de la population et la répression à laquelle elle se heurta, en particulier les paysans trompés par une réforme agraire bidon, alimentèrent le terrorisme d'extrême-gauche. Il faut dire que ce terrorisme répondait bien souvent à une violence d'extrême-droite inouïe contre la population et les organisations syndicales et politiques de gauche. Depuis près de deux ans le Salvador était déjà en proie à une sorte de guerre civile larvée jusqu'à ce qu'on en arrive à l'affrontement généralisé auquel on assiste aujourd'hui. Cela n'est pas sans rappeler la lutte qui opposa les sandinistes nicaraguayens aux forces de Somoza il y a deux ans.

Visiblement au Salvador, la guérilla a mar-

qué des points, en s'armant mieux, en s'organisant à travers le pays et en réussissant à soulever à l'armée de la junte en de véritables batailles. L'impérialisme américain en tire évidemment ses conclusions.

L'une des premières mesures de Reagan et de son secrétaire d'état à la défense Alexander Haig à propos du Salvador fut de renforcer le nombre de « conseillers militaires » américains déjà en poste dans le pays. Les livraisons d'armes à la junte ont aussi augmenté et un véritable pont aérien est maintenant en place par avion Hercule entre les USA et l'aéroport de San Salvador. De plus, le gouvernement américain parle de la mise en place d'un véritable blocus autour de Cuba pour empêcher la livraison d'armes aux guerilleros et il organisa il y a quelques jours des manœuvres navales au large de Porto Rico.

D'après le FMLN du Salvador, il y aurait en fait près de huit cents officiers et techniciens de l'armée US au Salvador. Certains de ces « techniciens » participeraient même directement aux combats. Le renforcement de l'armement envoyé par les USA se manifeste aussi par l'explosion de bombes au phosphore et au Napalm...

Effectivement, comme le soulignent les journalistes de la presse bourgeoise américaine eux-mêmes, on a l'impression d'assister au même processus que celui qui a con-

duit naguère à la guerre du Vietnam.

Reste à savoir si la bourgeoisie américaine par l'intermédiaire de l'équipe Reagan-Haig est prête à engager progressivement des troupes au Salvador, quitte à déclencher une nouvelle « guerre du Vietnam », à prendre le risque d'une rupture de la « détente » et de provoquer aux USA même un mécontentement important.

Les déclarations patriotiques et cocardières de Reagan sur le leadership des USA sont-elles tout juste une manière d'affirmer la puissance américaine face au bloc soviétique, ou expriment-elles la volonté réelle de mener une politique interventionniste et à rejouer dans les faits le rôle de gendarme du monde ?

Il est difficile de le savoir actuellement avec précision. Les intérêts actuels de la grande bourgeoisie américaine ne lui imposent pas forcément de procéder maintenant à un changement de politique mais tout au plus d'exprimer certaines tendances à préserver son hégémonie. Ceci dit, de là à changer réellement de politique il n'y a peut-être pas très loin non plus. En tout cas, tout cela est le sens de la présence d'un Reagan à la présidence.

Pour l'instant l'impérialisme américain tente de limiter en Amérique Latine et dans les Caraïbes les aspirations de certains peuples à échapper à son contrôle.

Après la lutte armée victorieuse au Nicaragua et celle qui se déroule actuellement au Salvador, il y a le risque pour lui de voir d'autres peuples déclencher des luttes à leur tour.

Car il ne faut pas l'oublier, l'Amérique Latine a toujours été la chasse gardée particulière de l'impérialisme américain. Il y a de gros intérêts à la préserver.

Mais il ne pourra empêcher que le peuple du Salvador se débarrasse de la dictature qui l'opprime. Certes, comme au Nicaragua, ceux qui se battent le font pour mettre en place un nouveau régime bourgeois moins oppressif et plus indépendant des USA, ils ne se battent pas pour un état des ouvriers et des paysans. Mais cette guérilla prouve une nouvelle fois que l'impérialisme américain ne peut opprimer des peuples impunément.

Pierre-Jean Christophe

# MARTINIQUE : LE CARNAVAL : AMUSEMENT MAIS AUSSI REFLET DES PRÉOCCUPATIONS DE LA POPULATION.

Ce sont plusieurs dizaines de milliers de Martiniquais, jeunes et moins jeunes, qui ont participé aux défilés et aux différents cortèges du carnaval, notamment à Fort-de-France.

Foule colorée, foule vivante, la joie et la bonne humeur faisaient leur apparition en force dans les rues de Fort-de-France. Oubliés un instant tous les soucis de la vie quotidienne, comme l'inflation, le chômage, l'oppression. Et il faisait bon voir toute cette jeunesse, rassemblée, confondue, chantant, criant sa joie de vivre.

Mais aussi par instants, d'autres thèmes étaient traités. C'est ainsi qu'on a pu voir le

Lundi-Gras un char suivi par plusieurs centaines de participants qui reprenaient l'épisode de l'incendie du Palais de Justice. Tandis que les participants habillés en pompiers chantaient « Pompiers, au feu », une peinture montrait le tribunal en train de brûler, portant en exergue la trilogie Liberté-Egalité-Fraternité, mais commentée de cette manière : « Liberté pour eux, Egalité entre eux, Fraternité de misère pour nous » !

Par ailleurs, la veille, un groupe de plusieurs dizaines de personnes s'était rassemblé autour d'un calicot bleu-blanc-rouge, mais portant la mention « Troupes françaises d'occupation hors des Antilles ». Le Mardi-

Gras, plusieurs centaines de personnes, parmi lesquelles de nombreux membres du Parti Communiste, défilaient avec un char portant l'effigie de Giscard et de Chirac avec la mention : « Giscard, Chirac, même bête, même poel ».

Quant à la police, elle a pu voir qu'elle était toujours aussi peu aimée, surtout par les jeunes. De nombreux groupes passant devant l'Hôtel de Police prenaient un malin plaisir à s'arrêter et à brocarder les flics sur le thème : « Babylone pé Nicky — Fouté bombe en tchou yo ».

# GUADELOUPE : AFFAIRE WILLIAM RACISTES ET « NEG À BLANCS » MIS À L'INDEX

La voiture d'une « Madame Menguez » a été brûlée dans un parking. Pourquoi ? Il faut savoir que la dite dame est une administrative du Rectorat. Elle serait même, dit-on, intime du Recteur. Ce qui explique l'hostilité populaire contre elle. L'acte de ceux qui ont brûlé la voiture de Menguez représente exactement ce qu'une grande partie de la population ressentait devant l'affaire William. Et il s'agit souvent des travailleurs les plus exploités, les plus pauvres, des travailleurs agricoles qui ont été solidaires des enseignants. Dans la population, dans les entreprises des villes comme des campagnes, un sentiment d'indignation a pris corps après le licenciement de William. Les travailleurs n'admettent pas qu'une enseignante soit ainsi licenciée. Pour eux, il s'agit encore d'un exemple de racisme officiel. Comment ce chef blanc raciste et méprisant qu'est ce Chaudet peut-il se permettre de jeter à la rue une jeune femme de la population dont les études sont le fruit des efforts et des sacrifices de sa famille ? Chaudet ne sait pas que la plupart des enseignants sont issus de la population laborieuse pauvre. Les attaquer, c'est attaquer la population.

La réaction populaire est très nette : condamnation de Chaudet et des « nèg à blancs » Agastin et Louis, l'inspecteur qui a favorisé la mise sur la touche de William.

Agastin - ce nèg à blancs - ira à la retraite d'ici quelques mois. Il aura ce plaisir « extraordinaire » de partir sous les huées. « Agastin nèg à blancs » : c'est écrit sur toute la région du Moule, de Pointe-à-Pitre et de Sainte-Rose. Et la villa secondaire d'Agastin a été saccagée. Et paraît-il celle de Louis aussi ! Il y a, c'est évident, des gens qui n'acceptent plus sans réagir tous les diktats du pouvoir blanc. Et c'est bien ainsi qu'il faut continuer.

Le mécontentement a poussé bien des gens à des actes extrêmes. Quand le pouvoir ne tarit pas d'arbitraire, la population cherche des voies plus efficaces que les défilés et les promenades pacifiques pour faire éclater son mécontentement et pour contraindre le pouvoir à reculer, même partiellement.

Dans l'affaire William il faut faire reculer le pouvoir. Celui-ci s'affole déjà et perd la tête au point de faire pression en sourdine - en catimini - sur les amis et la famille de William pour que la lutte s'arrête.

C'est la preuve que l'affaire est en bonne voie. Le colonialiste blanc Chaudet a soulevé une roche trop forte pour lui. Elle menace de lui retomber sur les pieds.

## LE VERDICT DU PROCÈS DE MIAMI : LES VICTIMES SONT DÉCLARÉES COUPABLES

Récemment, trois jeunes Noirs ont été condamnés pour l'assassinat de trois Blancs pendant les émeutes de juin dernier à Miami.

Cette condamnation marque la fin de la procédure de « justice » expéditive engagée contre la communauté noire par les autorités de la ville de Miami et qui avait commencé par l'assassinat d'un Noir, Arthur Mac Duffie, par des flics blancs.

Tout d'abord, les autorités renvoyèrent le procès des quatre flics accusés de l'assassinat de Mac Duffie devant le tribunal de Tampa. Là, ils étaient certains d'avoir un jury composé de leurs semblables. Un jury de Blancs racistes qui pourraient donner leur approbation à des flics ayant battu un homme à mort parce qu'il est Noir.

Quand le jury libéra les flics, la population noire de Miami fit exploser son indignation. Durant l'émeute, trois Blancs furent battus à mort. Voilà pourquoi trois jeunes Noirs ont été traînés devant les tribunaux par les autorités de Miami.

A la différence des flics blancs, ces trois jeunes Noirs n'ont pas été jugés par un jury composé de leurs semblables. Le jury ne tint pas compte du fait que ces meurtres avaient pour origine l'assassinat légal, de sang-froid, commis par les flics. Le jury ne tint pas compte du fait que, pendant l'émeute, la population noire avait à se défendre contre

des Blancs qui circulaient en voiture dans le quartier de Liberty City en tirant sur les Noirs.

Les autorités de la ville voulaient une condamnation. Et ils l'ont eue. Mais si cette affaire est terminée pour eux, les problèmes ne le sont certainement pas.

Cette condamnation est une continuation de la politique raciste qui a conduit au soulèvement de Liberty City l'an passé. Et c'est cette politique qui ne laisse à la communauté noire pas d'autre solution que de se défendre par tous les moyens contre cette violence raciste meurtrière.

## LE COUVRE-FEU A ATLANTA NE PROTÈGERA PAS LES ENFANTS

Les autorités de la ville d'Atlanta ont proposé un couvre-feu encore plus strict pour les enfants de la ville. C'est apparemment la seule solution qu'ils trouvent après le meurtre de quinze enfants noirs et la disparition de deux autres au cours des dix-huit derniers mois.

Le nouveau couvre-feu ira de 7 heures du soir à 6 heures du matin pour les jeunes de moins de 14 ans. De plus, les parents de tout enfant trouvé plus d'une fois dehors après le couvre-feu pourront être recherchés et emprisonnés.

Telle est la réponse cynique des autorités d'Atlanta à la terreur à laquelle doit faire face la communauté noire aujourd'hui. Un couvre-feu, renforcé d'une menace de prison pour les parents, cela veut dire que c'est la négligence des parents qui serait responsable de l'assassinat de ces enfants.

Cela n'est pas vrai. Un couvre-feu de nuit ne tient pas compte du fait que les enfants

ont tous disparu pendant la journée. Ce couvre-feu ne touche même pas au véritable problème.

Il n'est que la continuation de la prétention qu'a la police de pouvoir trouver la ou les personnes responsables de ces crimes. Il est clair que les policiers sont incapables de résoudre ce problème. Dans les dix-huit derniers mois, un ou plusieurs individus ont accompli ces crimes sans être pris. Ce n'est pas chose facile que de dépister de telles personnes. La police ne peut pas protéger les enfants.

Mais une mobilisation de l'ensemble de la communauté pourrait fournir les forces nécessaires pour surveiller et protéger les enfants. La surveillance de toute la communauté pourrait aussi donner les meilleures chances de découvrir qui est responsable de ces crimes.

Alors pourquoi les autorités de la ville et leur police n'incitent-elles pas la communauté noire à s'organiser et à se mobiliser pour se défendre ? Parce que cela irait à l'encontre du rôle de la police. Les flics sont utilisés pour imposer la loi des patrons et maintenir l'ordre. En fait, les flics sont souvent utilisés contre les gens qui se mobilisent pour protéger leurs intérêts. Une communauté mobilisée pourrait commencer à s'occuper d'autres problèmes auxquels les gens sont confrontés tels que le chômage, les mauvais logements, le manque de soins médicaux et beaucoup d'autres choses. Rien d'étonnant à ce que les flics n'encouragent pas une telle mobilisation.

Les autorités municipales et leur police ne peuvent résoudre le problème auquel font face les gens d'Atlanta. Leurs couvre-feu ne sont bons qu'à esquiver le problème. Combien d'autres enfants devront-ils payer de leur vie la politique des autorités ?

N.D.L.R. : Depuis la rédaction de cet article, deux autres enfants noirs ont été assassinés.

## SAINTE-ROSE : LES OUVRIERS AGRICOLES DOIVENT EXIGER LE PAIEMENT DES JOURNÉES DE TRAVAIL PERDUES.

Depuis le début de la récolte, les ouvriers agricoles n'ont eu que quelques jours de travail dans une quinzaine. Certains ont eu quatre à cinq jours de travail seulement.

Les ouvriers agricoles ont dû se mettre en grève pour protester contre les mauvaises conditions de travail. Et malgré toutes ces protestations, les conditions de travail ne se sont pas encore améliorées : les femmes sont obligées de travailler double pour obtenir une journée de travail. La coupe à la surface est de plus en plus pénible du fait que la canne n'est pas toujours nettoyée à l'avance et que la longueur de rang à couper demeure élevée.

Les ouvriers agricoles ont également perdu des journées de travail à cause d'une panne de l'usine et des cannes qui sont restées sur les habitations faute d'écoulement. Les employeurs sont responsables de toutes ces journées qui ont été perdues. Si les ouvriers agricoles sont obligés de cesser le travail pour protester, c'est parce que les conditions de travail ne sont pas respectées. Quant aux pannes d'usine et les lenteurs du transport des cannes, les travailleurs n'y sont pour rien.

Les ouvriers agricoles n'ont pas dit leur dernier mot. Le mécontentement et la détermination grandissent dans les champs. Les prochaines grèves pourraient bien se faire avec, en tête des revendications, le paiement des journées de grève perdues à cause de la désorganisation de la coupe et de l'acheminement des cannes.

## CANNE : LES OUVRIERS AGRICOLES DE BAIE-MAHAULT CONTRE LES MAUVAISES CONDITIONS DE TRAVAIL.

Le lundi 2 mars les travailleurs agricoles de plusieurs habitations de la commune de Baie-Mahault ont fait une journée de grève pour protester contre le manque de travail pour certains et les mauvaises conditions de travail imposées à d'autres.

En effet, les cannes qui continuent d'appartenir à la SAG ou à la SIAPAP sont en grande partie coupées par les machines, ce qui empêche nombre d'ouvriers agricoles d'avoir une journée de travail.

Quant à ceux qui travaillent sur les terres de la SAFER, ce sont des tâches exorbitantes que l'on veut leur imposer : 180 et même 200 mètres de coupe pour une journée. En ce qui concerne les femmes, elles sont en butte à des difficultés encore plus grandes. Tantôt elles sont sans travail, tantôt on exige d'elles qu'elles glanent derrière deux coupeurs, ce qui fait que pour une journée de travail payée, on leur en impose deux en réalité.

C'est donc pour exiger du travail pour tous, pas de tâches dépassant 100 mètres, et une glaneuse par coupeur, qu'environ 300 ouvriers et ouvrières agricoles de Dupuy ont arrêté des machines lundi dernier et refusé de travailler.

Leur action a payé car ils ont déjà obtenu les 100 mètres maximum qu'ils réclamaient.

## POINT-VIRGULE : UNE BRISEUSE DE GRÈVE PRISE À PARTIE



Cela fait deux mois que les employées de Point-Virgule sont en grève. La dernière négociation qui a eu lieu entre Madame Krimmel, les déléguées du personnel et les représentants de l'Inspection du Travail n'a rien donné. Madame Krimmel refuse non seulement de céder, mais demande aux employées de reprendre leur travail. Celles-ci ont décidé de continuer la grève. Depuis deux mois, elles manifestent devant l'atelier sur le trottoir. Elles y passent toute la journée et recueillent de plus en plus le soutien matériel et moral de nombreux travailleurs.

Madame Krimmel, après avoir fermé l'atelier pendant plus d'un mois tente depuis une semaine de l'utiliser pour confectionner des vêtements. Deux employées blanches continuent de l'aider à la confection en effectuant dans l'atelier des travaux de coupe. Mais

Madame Krimmel tente de fabriquer des vêtements en dehors de l'entreprise, grâce à la complicité de certaines femmes de gendarmes.

Ces activités « clandestines » sont certainement destinées à porter sur le moral des grévistes. Madame Zucker cherche aussi à réutiliser les machines de coupe de l'atelier qui permettent un plus grand rendement.

Mais pour l'instant, ces tentatives ne réussissent pas à décourager les grévistes. Cela exacerbe leur colère. C'est ainsi qu'une employée blanche qui était venue couper clandestinement a été vivement prise à partie par des grévistes. C'est cette anti-gréviste blanche qui a avoué que les femmes de gendarmes travaillent à domicile pour Zucker.

Les employées qui se sont toujours mises

du côté de la patronne ainsi que les vendeuses des boutiques sont blanches. Madame Krimmel a donc l'appui de son milieu blanc.

Pour rabaisser l'arrogance de cette patronne raciste et l'obliger à céder, les employées de Point-Virgule doivent compter aussi sur leur propre « milieu » : celui des travailleurs noirs qui subissent quotidiennement le racisme des patrons blancs.

## EDF - MARTINIQUE ÉCONOMIES D'ÉNERGIE EN PERSPECTIVE

La direction a-t-elle pris à la lettre la campagne actuelle (à laquelle elle participe d'ailleurs) sur les économies d'énergie ? C'est ce qui semble avec le refus qu'elle affiche de faire venir les pièces de rechange des groupes selon des procédures accélérées. Cela lui coûterait trop cher... (air connu).

Le problème c'est que si les pièces manquent, les machines ne tourneront pas, et il faudra prévoir un manque d'énergie. C'est d'ailleurs ce à quoi se prépare froidement la direction qui a prévu qu'il y aurait des délestages... Décidément, les économies d'énergie, cela prend de bien curieuses formes à l'EDF.

## MARTINIQUE : PLAN D'ÉLECTRIFICATION RURALE : DES DIZAINES DE MILLIERS DE FOYERS RESTERONT SANS ÉLECTRICITÉ.

Lors de la réunion du jeudi 26 février, les Conseillers Généraux ont décidé d'appliquer un plan quinquennal d'électrification de la Martinique.

Ainsi, c'est une somme de 90 millions de francs, soit 9 milliards de centimes, qui devrait être consacrée à équiper 1 091 foyers en 1980, 1 352 en 1981 et 5 227 autres n'auront qu'à espérer être touchés dans les 3 années suivantes.

Bien entendu ces foyers ne sont pas situés à Didier, Cluny ou autres quartiers résidentiels, mais dans certains quartiers de commune comme Gros-Morne, Sainte-Marie ou encore Robert : car sur un ensemble de 50 000 foyers situés en zone rurale, près de la moitié (23 000 environ) n'ont pas d'électricité !

Où, à l'heure où la départementalisation sociale chère à Giscard et Dijoud serait complètement réalisée, 23 000 familles vivent encore sans ce minimum de confort que représente le fait de s'éclairer à l'aide d'une

ampoule ou celui d'utiliser un réfrigérateur pour conserver ses aliments, ou d'utiliser un fer à repasser électrique !

Où, de nos jours, de nombreux enfants sont obligés de travailler le soir à la lueur d'une lampe à gaz ou à pétrole, avec toutes les conséquences néfastes sur leur santé et leur scolarisation qui en découlent.

Bien sûr certains diront que cela n'a pas empêché nos grands-parents de vivre. C'est exact ! Mais cela les aurait aidé à vivre mieux.

Toujours est-il qu'à l'heure où des centaines de millions de francs sont dépensés sans compter en subventions et autres dégrèvements d'impôts ou de taxes pour les capitalistes, alors que d'autres centaines de millions sont dépensés pour entretenir les centaines d'hommes de main de la bourgeoisie dans les casernes, il est révoltant que l'on ne puisse trouver la somme nécessaire pour électrifier les foyers martiniquais !

## LES TRAVAILLEURS DU ROND-POINT DU MEUBLE EN COLÈRE

Depuis le 17 avril les employés du magasin le Rond-Point du Meuble sont en grève. Ils demandent la réintégration d'un de leurs camarades qui a été abusivement licencié. Leur patron, J. Kalil, lui a reproché d'avoir abîmé un meuble qu'il avait déplacé. Ce licenciement n'est qu'un prétexte pour imposer la docilité aux employés. En effet, depuis quelque temps, les employés ont décidé de se syndiquer et d'élire des délégués du personnel, ce que Monsieur Kalil accepte très mal. Il a donc licencié pour intimider ses employés.

Cela n'a pas empêché que ceux-ci se mettent en grève avec l'appui de la CGTG. Ce sont d'abord les quelques employés du dépôt de Jarry qui ont déclenché l'action. A plusieurs reprises, ils ont fait des piquets de grève devant le dépôt et ont barré la route avec leurs voitures pour empêcher les voitures

de livraison de passer.

Jusqu'ici Monsieur Kalil refuse de réintégrer l'employé. Il a préféré fermer le dépôt et le magasin de Pointe-à-Pitre. Ce lock-out est une tentative d'intimidation. Mais les employés tiennent bon et poursuivent la grève.

Samedi 28, ils ont manifesté devant le magasin de Pointe-à-Pitre. Les employées de Point-Virgule s'étaient associées à leur action. Devant le magasin de nombreuses personnes s'étaient rassemblées pour écouter les prises de parole.

Cette manifestation commune entre employés du Rond-Point du Meuble et employées de Point-Virgule montre que des travailleurs aspirent à déclencher une protestation générale contre les patrons qui deviennent de plus en plus arrogants.

# DOMINIQUE : UNE SITUATION EXPLOSIVE

Des événements graves ont marqué la fin du carnaval en Dominique : un mort, plusieurs blessés, tel est le bilan des affrontements entre la police et de nombreux manifestants.

Rappelons que la Dominique est depuis plus de 3 semaines en état d'urgence, après l'enlèvement d'un grand propriétaire blanc, Ted Honeychurch, par des « rastas » en colère. Cet enlèvement faisait suite à la condamnation à mort de deux jeunes rastas, accusés d'avoir assassiné un fermier, et au harcèlement par les forces de police de la communauté rasta. Celle-ci, qui vit dans les collines, subit régulièrement des assauts de la police, et c'est après la mort de deux « dreads » que l'enlèvement de Honeychurch a eu lieu. Les rastas exigent en échange de la libération de Honeychurch, celle des deux condamnés à mort et la fin des attaques de la police contre eux. A cela, le gouvernement de Eugenia Charles a répondu par une loi anti-terroriste et par l'instauration de l'Etat d'urgence, rejetant toute négociation avec les rastas.

La semaine passée, 4 « immigrants clan-

destins » venus de Guadeloupe et des Saintes, ont été arrêtés en Dominique. A l'heure où nous écrivons, on ne connaît pas l'identité précise de ces 4 personnes. Selon les déclarations du ministre de l'Intérieur de la Dominique, ces 4 personnes ne seraient pas venues pour le carnaval, mais avaient l'intention de rejoindre dans les mornes les ravisseurs de Honeychurch. Le gouvernement de Roseau a saisi l'occasion pour parler de « complot international ! »

C'est dans une telle ambiance qu'a démarré le carnaval. Le gouvernement avait fixé la fin des festivités à 18 heures, alors que d'habitude le carnaval se poursuit jusqu'à tard dans la nuit.

Le soir du Mardi-Gras, de nombreuses personnes continuaient à défiler autour d'un orchestre de steel-band, vers 19 H, lorsque la police vint pour disperser la foule, devant le refus de celle-ci, les policiers tirèrent à blanc sur les gens. Ceux-ci répliquèrent en lançant des pierres et des bouteilles, et en criant « nous ne sommes pas des terroristes ».

Les affrontements se poursuivant, certai-

nes personnes se procurèrent des armes, et des échanges de coups de feu eurent lieu avec la police. Le bilan : un jeune d'une vingtaine d'années tué d'une balle derrière la tête (selon la version officielle, cette balle proviendrait des manifestants), plusieurs blessés dont 2 policiers. Par ailleurs un policier est mort, mais il s'agit d'un accident de moto. Le même jour, des affrontements eurent lieu à Saint-Joseph, dans le nord de l'île, où les policiers durent faire face à des jets de pierre et de bouteilles.

On le voit, l'île sœur de la Dominique connaît une situation grosse de nouvelles explosions. Le premier ministre, Miss Eugenia Charles, a fait prolonger jusqu'au 14 avril l'état d'urgence. Il semble que E. Charles veuille faire retomber sur l'opposition de gauche (en particulier le DLM) et sur un prétendu « complot international » (Dijoud et Reagan font école !) la responsabilité de tout cela. Mais de telles manœuvres ne suffiront certes pas à résoudre les véritables problèmes, dus avant tout aux inégalités sociales et à la misère qui règnent en Dominique.

# LE 10 MARS, PROCÈS EN APPEL DE DANNYCK ZANDRONIS !

Le 10 mars, Dannyck Zandronis, directeur de publication du « Journal Guadeloupéen » (Jougwa), sera traduit à nouveau devant le tribunal.

Zandronis, avait déjà comparu devant le tribunal correctionnel de Pointe-à-Pitre le 14 janvier dernier ; il était inculpé pour « injure et diffamation envers l'armée » en raison d'un article relatant les événements de Marie Galante en juin 1980. Durant une journée les gendarmes avaient exercé une répression brutale.

Au cours de cette audience, un non-lieu avait été prononcé par le tribunal après que Me Rodes eut mis en évidence plusieurs vices de procédure contenus dans le réquisitoire introductif d'instance.

On a pu constater à l'évidence, ce jour-là, un net recul de la justice coloniale mais les conclusions des juges de Pointe-à-Pitre n'ont pas eu l'heur de plaire au procureur qui a fait appel représentant là le pouvoir colonial et l'armée...

Le militant, le journaliste, Dannyck Zandronis ne doit pas échapper à la peine qui était prévue pour lui, c'est du moins ce qu'ont pensé les autorités coloniales... qui « remettent ça » le 10 mars.

Ces procès intentés à des militants anticolonialistes ne se comptent plus, en particulier en Martinique. Depuis plus de six mois il semble que ce soit une véritable tactique adoptée par le pouvoir colonial pour tenter d'intimider les militants anticolonialistes.

Les militants sont traduits devant cette justice là parce qu'ils ont à un moment ou à un autre exprimé une aspiration à la dignité, aspiration partagée par une grande partie de la population. Ce ne sont pas ces procès qui changeront quoi que ce soit à cela, bien au contraire.

Nous appelons tous ceux qui peuvent venir le mardi 10 à Basse-Terre à se rendre le plus nombreux possible au palais de Justice à 8 H pour soutenir Dannyck Zandronis.

# LE 8 MARS : JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

Dimanche 8 mars ce sera la journée internationale des femmes.

Ce jour-là, de nombreuses femmes manifestent dans tous les pays leur volonté de se battre contre l'exploitation dont elles sont particulièrement victimes. En effet, si les femmes subissent comme tous les travailleurs l'exploitation capitaliste, elles subissent aussi en tant que femme une exploitation particulière.

Reléguées à des emplois subalternes ou tout simplement à l'accomplissement des tâches ménagères, sous-payées par rapport aux hommes dans la plupart des emplois, subissant quotidiennement vexations, humiliations de toutes sortes, les femmes vivent dans la société capitaliste actuelle une discrimination éhontée. Elles ont donc mille fois

raison, ce jour-là de profiter de l'occasion pour rappeler ces faits à toutes les femmes et à tous les hommes qui n'en n'ont pas encore pris conscience. Pour leur rappeler qu'ils ont intérêt à refuser l'exploitation et l'humiliation particulières des femmes.

Mais la condition de la femme comme celle de tous les exploités ne pourra changer que si la société, elle-même change. L'exploitation de la femme est en effet inhérente à la division de la société en classes sociales. L'avènement du capitalisme n'a fait que renforcer cette exploitation datant du fond des âges.

C'est donc en se liant le plus possible au combat pour la destruction de la vieille société de classes, de la vieille société capitaliste qui fait de la femme non seulement l'esclave salariée du capital mais de surcroît

celle de l'homme, c'est en luttant pour la mise en place d'une nouvelle société sans inégalités de classe et de sexe, en luttant donc pour la société socialiste, que les femmes et les hommes qui aspirent profondément à faire disparaître tout ce qui les avilit pourront effectivement changer les choses.

La lutte pour la libération des femmes passe donc par la lutte pour le socialisme.

Le 8 mars, l'Union des femmes guadeloupéennes organise un grand rassemblement des femmes au hall des sports de Pointe-à-Pitre. Bien que nous ne partageons pas entièrement les idées de la direction de cette organisation proche du parti communiste guadeloupéen, nous appelons tous les travailleurs, femmes et hommes à y participer le plus nombreux possible.

# LE 8 MARS 1917 : LES DÉBUTS DE LA RÉVOLUTION RUSSE.

Le 8 mars sera célébrée la Journée Internationale des Femmes. Mais cette date marque aussi un anniversaire : celui du début de la révolution russe de 1917. C'est en effet une manifestation des ouvrières du textile, à Péetrograd, pour célébrer cette journée, qui fut à l'origine de la plus formidable révolution de notre siècle.

Ces ouvrières, malgré la guerre, malgré l'interdiction formelle du gouvernement tsariste, malgré aussi l'opposition des partis et des organisations ouvrières, qui jugeaient le moment favorable, allaient entraîner à leur suite les ouvriers de plusieurs usines, réclamant tout d'abord du pain.

Les jours suivants, le mouvement s'amplifia, les ouvriers, avec à leur tête des militants de base du parti bolchévique, réussirent à obtenir le soutien de la garnison de la capitale, lassée de la guerre, et en quelques jours, ce fut l'effondrement du régime dictatorial du tsar.

Ce mouvement de la classe ouvrière russe, appuyée par la paysannerie (en grande partie regroupée dans l'armée) allait aboutir huit mois plus tard, sous la direction du parti de Lénine, à la prise du pouvoir par la classe ouvrière et à la création du premier état ouvrier. Cet état d'un type entièrement nouveau, créé et dirigé par les travailleurs, les pauvres, allait être attaqué de toutes parts. Il n'en résista pas moins jusqu'en 1924/25.

C'est à cette époque que la direction du nouvel état échappa définitivement à la classe ouvrière. Une nouvelle couche sociale, les bureaucrates, s'étaient petit à petit substitués aux organes de la démocratie ouvrière, les soviets (conseils ouvriers) et sous la direction de Staline, ces bureaucrates allaient mettre en place la dictature contre-révolutionnaire qui dirige encore l'URSS aujourd'hui.

L'état soviétique actuel, dirigé par Brejnev, qui intervient en Afghanistan au mépris

du droit des peuples et menace de le faire en Pologne contre les ouvriers, n'a rien à voir avec le véritable communisme, et la classe ouvrière russe, pour reprendre le pouvoir, devra faire une nouvelle révolution pour renverser ce régime.

Il n'empêche que la révolution de 1917 aura été le principal événement révolutionnaire de ce siècle, et que nous restons fidèles à ses enseignements.

Pour la première fois au monde, « la lie de la terre », les malheureux se soulèvent et piétinent l'état des bourgeois pour instaurer le pouvoir des pauvres. De ce peuple inculte, sous-développé qu'était le peuple russe, cette révolution des pauvres a fait une nation d'où ont été bannis la famine, l'analphabétisation, et bien d'autres maux... Certes, l'URSS n'a pas le niveau de vie des pays occidentaux, mais elle n'en est pas moins la deuxième puissance mondiale, et cela, elle le doit à ces prolétaires, à ces pauvres qui se sont soule-

vés et battus depuis 1917, et non aux bureaucraties à la Staline et Brejnev.

Ce bilan de la révolution russe, malgré la bureaucratie, est bien plus positif que celui des autres révolutions où ce sont les bourgeois ou les petits-bourgeois qui ont dirigé la révolution.

C'est l'une des raisons pour lesquelles, à « Combat-Ouvrier », nous luttons pour un Etat des Noirs pauvres. L'exemple de la révolution russe montre que les malheureux, les plus exploités de la société, sont capables de prendre le pouvoir, de briser l'état bourgeois pour mettre en place leur propre état et changer la société dans le sens de leurs intérêts. Et la dégénérescence de l'Etat soviétique servira aussi de leçon : elle donne une indication sur les mesures à prendre pour éviter que le pouvoir, conquis de haute lutte par les travailleurs, ne soit confisqué par une couche de privilégiés.

Max RODON

# LYCÉE SCHOELCHER (MARTINIQUE) BOUDIN TOURNE EN BOURRIQUE, UNE HISTOIRE DE CARNAVAL !

Les lycéens du Lycée Schœlcher ont su montrer au Proviseur, Boudin, qu'il n'est rien d'autre qu'un raciste qui croit pouvoir continuer à faire pression sur les élèves sans qu'ils disent quoi que ce soit.

En effet, à la veille des vacances du carnaval, alors que le lycée d'Etat Mixte ainsi que le Lycée Technique (sans compter les autres lycées) s'organisaient pour préparer des fêtes à l'intérieur des établissements respectifs, au lycée Schœlcher, les lycéens étaient contraints, sous les pressions et les intimidations de l'administration, de rester dans les salles pour travailler.

Vendredi 27 février, une tentative d'organiser un défilé avec déguisement est dispersée par Boudin. Le samedi 28 février Boudin enrayer une autre tentative à 7 H 30. Mais à 9 H 30, à la récréation, les lycéens imposent leur volonté.

C'est alors qu'on voit toutes sortes de tra-

vestis, que les lycéens reprennent confiance en eux, qu'ils chantent, qu'ils dansent, qu'ils crient et sur surtout ils se moquent de Boudin qui ressemble à une âme en peine. Les lycéens sont mobilisés et ils entendent se faire respecter et faire respecter leurs coutumes à Boudin qui s'en moque jusque là.

Ils y parviennent. Malgré les pressions de l'administration pour faire en sorte que les élèves aillent en cours, cela va durer jusqu'à 10 H 30. Car avant 10 H 30, Boudin commence à faire fermer les salles, alors que les affaires scolaires de la plupart des élèves étaient restées dans les salles. Boudin veut montrer qu'il est toujours maître du lycée.

A 10 H 30 exactement, coup de sonnerie, Boudin s'amène et dit : « C'est sonné ». Ce sont là paroles que les élèves connaissent par cœur, ayant déjà eu l'occasion de les entendre lors des prises de paroles dans le lycée au moment du procès de FR 3.

Boudin ne se contente pas de ce genre de paroles mais il va plus loin en tentant de déloger de sa place le poste qui émettait la musique sur laquelle une grande partie de lycéens étaient en train de danser.

Le propriétaire du poste ne laisse pas faire Boudin, les élèves forment un cercle autour de celui-ci et à ce moment le proviseur dit : « C'est sonné messieurs les cours sont arrêtés à 10 H 30 et l'établissement ferme ses portes ». En clair, il nous disait : « Foutez le camp ! ». Mais il se ridiculisait en disant que les cours s'étaient arrêtés à 10 H 30 car en réalité personne ne travaillait pratiquement depuis 7 H 30.

L'administration a donc été bafouée par son propre représentant : Boudin. Alors qu'il eut été si simple d'autoriser les élèves à fêter le carnaval comme cela se fait depuis des années partout aux Antilles.

## COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728